
L'Université, ses missions et l'imposition du politique
Aperçus sur le contexte algérien d'hier et d'aujourd'hui
Permanence et actualité des enjeux

*Mahmoud Ariba**

« Les idéologies, cependant, gouvernement. »

Lefranc (R. et al.) in *Aperçus sur l'enseignement dans le monde*

« Bref, tout est politique, puisque le pouvoir est partout ».

Crozier (M. et E.F.) in *l'Acteur et le système*

Il est désormais admis que l'éducation et la formation en Algérie – plus exactement celle qui relève de l'échelon universitaire – sont, aujourd'hui, au centre des débats et font l'objet de vives controverses, de griefs et critiques qui n'en finissent pas d'affluer de tous côtés. D'emblée, le constat fait ressortir en particulier que le discours sur l'Université s'est considérablement amplifié au cours de ces dernières années, singulièrement depuis le début des années quatre-vingt. Son accentuation sera plus nette encore après octobre 88, avec les bouleversements politiques et institutionnels que l'on sait. Au nombre des reproches majeurs qui lui sont notifiés, figurent l'excessive connexion au politique¹, son ancrage plus net que de coutume à cette polarité et, corrélativement, sa relative insouciance quant à son engagement et sa disponibilité à honorer aussi concrètement et aussi diligemment ses tâches éducatives ou ses obligations pédagogiques/didactiques. Aussi notre interrogation sera-t-elle énoncée brièvement en ces termes : l'arrimage de l'institution universitaire au politique favorise-t-il ou défavorise-t-il l'accomplissement de ses missions éducatives ? Plus précisément, notre propos sera de montrer comment les excès d'une telle connexion au politique finiront par faire

* Faculté des sciences sociales, Université d'Oran.

1. Dans un article intitulé « de l'alphabet politique », *Algérie Actualité* n° 1234, 8-14 juin 1989, l'auteur pose la question intéressante suivante : « *Qui, de l'Université ou du politique, est allé vers l'autre* », p. 9. Elle y répondra plus loin en indiquant que « le pouvoir faisait faire de la politique à l'Université et non l'inverse ».

Ce même point de vue est étayé par un enseignant interviewé déclarant : « Au lieu que ce soit l'Université qui s'empare d'une partie du pouvoir, c'est l'instrument du politique, en tant qu'appareil de l'État, qui s'est emparé de l'Université ». *Idem*.

dévier plus ou moins l'Université de l'accomplissement d'un certain nombre de tâches prioritaires et comment la chape du politique a souvent servi de prisme déformant dans la connaissance et l'analyse des faits qu'elle prenait pour objet d'étude, en réduisant notamment le champ d'exercice du discours didactique, argumenté, au profit du discours polémique ou de conviction. Notre objet sera aussi d'essayer de montrer, enfin, comment l'Université « négocie » ses relations avec la hiérarchie et comment cette dernière négocie les siennes avec elle.

Interférences et interférences

Dès l'indépendance², l'institution universitaire s'est trouvée *de facto* connectée à une puissante et prégnante thématique idéologico-politique³, aux fins évidentes de rassemblement, de mobilisation et d'intégration, de l'ensemble des composantes de l'environnement social global (économique, culturel, etc.). Ainsi, l'Université, en tant que lieu de production/reproduction et de légitimation de valeurs socialement actives⁴, s'est trouvée très tôt insérée, enserrée même, dans une ligne de conduite extrêmement étroite et compressive, qui lui rappelait sans cesse⁵ ses obligations morales à l'égard de la société, sa nécessaire adaptation/*acclimatation idéologique*, compte tenu, d'une part, de la proximité historique de l'héritage colonial et, d'autre part, de l'influence considérable que celui-ci représentait, sous peine d'être

2. En fait, « il y a un contrôle du pouvoir qui a commencé à se structurer dès 1956 (Congrès de la Soummam), qui s'est solidifié en 1958 par la création du GPRA et simultanément la création de l'état-major général. Le conflit d'autorité entre l'instance politique et l'instance militaire s'est réglé au profit de l'instance militaire ». Voir *El Watan*, 3 mars 1993, p. 2. Cette orientation s'est non seulement accentuée après l'indépendance mais aussi généralisée à tous les segments de la société. L'Université en tête.

3. Eu égard à cette espèce de frémissement idéologique du lendemain de l'indépendance, on pouvait normalement s'attendre à ce qu'un pays comme l'Algérie d'alors inventât sa propre notion d'Université. Il n'en fut rien puisque, après avoir momentanément « flirté » avec le modèle universitaire du nouveau monde, voilà qu'elle retrouve peu à peu le giron du modèle français, qui reste donc non seulement plus proche mais plus présent que jamais. Le retour au système des facultés annoncé pour 1998 en est un exemple, parmi d'autres, assez éloquant en soi. Et de surcroît, illustratif à plus d'un titre des tâtonnements et improvisations qui ont jalonné l'expérience algérienne en matière d'enseignement supérieur. À ce propos, nous vient à l'esprit cette déclaration de A. Mandouze : « si l'Université algérienne se limite – par rapport à l'Université française – à troquer une épithète contre une autre, alors elle est déjà condamnée. Après avoir formé précédemment des prépondérants de souche européenne, elle formera des privilégiés algériens, qui auront tôt fait d'étrangler la Révolution. Ils n'auront même pas besoin de le vouloir : il suffira qu'ils obéissent docilement au système qui les aura « qualifiés ». Si l'on veut conjurer ce danger (il faut que l'étudiant salarié (...) soit tenu d'honorer par un service rendu à l'État la confiance que l'État aura mise en lui en le considérant digne de faire des études ». Voir « Problèmes actuels de l'Université algérienne » in ouvrage de F. Perroux, *Problèmes de l'Algérie indépendante*, PUF, Paris 1963, p. 5.

4. Selon P. Thuillier, « l'Université est (...) un « producteur social ». Elle produit et divulgue une certaine mentalité, un certain savoir, un certain type de sensibilité, une certaine attitude devant la vie, voire un certain dressage rhétorico-dialectique. En d'autres termes, elle ne manie pas seulement des idées, mais des étudiants », *op. cit.*, p. 17.

5. Deux faits majeurs sont à retenir : d'abord, cette phrase « d'un haut responsable du pays en 1968 (« nous violerons l'Université ! ») augurait de la vision de l'Université que l'on dési-

suspectée d'ingratitude ou de déviance, de désobéissance ou de dissidence, par rapport au nouveau dispositif normatif établi⁶.

L'Université devait, en conséquence, s'aligner sur ces recommandations réitérées et reprendre à son actif des mots d'ordre inspirés de cette effervescence bien particulière et de ce « jacobinisme claironnant », qui auront caractérisé les premières années de l'indépendance. Concrètement, et à un moment donné, tout s'est passé comme si l'Université devait privilégier des préoccupations strictement idéologico-politiques sans se soucier apparemment, avec la même ardeur et la même ténacité, de la concrétisation des autres finalités pour la réalisation desquelles elle était censée œuvrer aussi (dispenser un enseignement de qualité, stimuler l'émergence d'une pensée critique et alerte, développer l'effort de recherche, façonner une culture intellectuelle et morale...). Ce *balisage normatif*, si l'on peut se permettre de le désigner ainsi, empruntant tantôt des voies directes (textes réglementaires, circulaires, directives, instructions diverses, etc.), tantôt indirectes (le discours officiel et officieux ambiants), a donc contribué à positionner l'Université dans une ligne de fréquence extrêmement exigüe, sans pour autant parvenir à la mettre entièrement à l'abri ni à la rendre totalement exclusive d'autres formes d'interférences et d'influences concomitantes⁷. Dans l'ensemble, pourtant, celui-ci n'en aura pas moins servi, directement ou indirectement, à focaliser davantage l'attention des universitaires sur des préoccupations plus conformistes et, au fond, plus ou moins partisans, du moins chez un certain nombre d'entre eux, à telle enseigne qu'on en est arrivé à oublier de mettre en exergue des problèmes réels, strictement d'ordre pédagogique, qui menaçaient à court/moyen ou long terme la qualité même de l'enseignement dispensé au sein de l'institution concernée. Dès lors, il devient alors aisé de comprendre pourquoi, sous l'effet de semblables stridulations, des sujets tels que la démocratisation de l'enseignement supérieur ou l'arabisation⁸ des sciences sociales, qui sont au premier chef des choix politiques tout à fait justifiés et certainement légitimes par ailleurs – ou d'autres problèmes encore tels que les modes de gestion administrative/pédagogique,

(Suite de la note 5, page précédente.)

rait retenir pour le pays, et, qui a eu d'ailleurs toutes les peines à s'instaurer », *Révolution Africaine* n° 1373, 21-27 juin 1970, p. 52. Et, ensuite, cette autre phrase, non moins lourde de sens, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, lors de la grève des enseignants en 1996-1997 : « s'il faut fermer l'Université, nous la fermerons ! » (sic). Le moins qu'on puisse dire est qu'une telle déclaration ne se formalise même pas du protocole de la courtoisie réglementaire en la circonstance et laisse planer un sentiment de malaise, encore non dissipé à ce jour, au sein de l'ensemble de la communauté universitaire dans son ensemble. Ces « spécimens » suscités nous confirment dans notre certitude de l'emprise du politique dans la gestion de l'université.

6. Voir Fascicule : *la refonte de l'enseignement supérieur*, publication du MESRS, Alger 1971, p. 11.

7. P. Bourdieu, avec la finesse d'analyse qui le caractérisait, disait de l'Université qu'elle était un « champ de manœuvres ».

8. « Voilà un processus, déclare A. El Kenz, chercheur en sociologie, que je considère comme nécessaire, un acte national auquel chacun doit participer. Ils en ont fait la tâche d'un Parti et d'une commission qui l'ont utilisé comme une arme politique plutôt que comme une dimension culturelle. Ils ont arabisé l'enseignement, mais on continue de voir les films américains en français. Autre exemple en 1975, Benyahia, ministre de l'enseignement supérieur à l'époque, nous réunit pour définir un programme de sociologie. Les enseignants proposaient

le contenu des programmes, l'adéquation formation-emploi, la relation éducative, les modes d'évaluation etc - n'ont pas donné lieu à des études très approfondies et très poussées pour, au moins, tenter d'éluder ou émonder les effets déformants liés précisément à l'application de semblables mesures et leurs incidences probables sur la qualité des enseignements dispensés⁹. Par son ampleur et son caractère prolifique, ce discours soutenu, ininterrompu, ne pouvait manquer de se répercuter à l'intérieur même de l'Université, où il a eu pour effet de comprimer et même compresser, durablement, sa fonction critique. Réduction heureusement partielle et non irréversible car, si l'Université fait souvent le dos rond devant un flux pareil de *graffitis rhétoriques* et de sermons enflammés, il lui arrive aussi - à l'occasion - de les bouder ou, du moins, d'en faire un usage autre que celui qui est nécessairement recherché, tracé ou susurré par ses sponsors. Mais réduction malgré tout puisque ne pouvant donc échapper au fait accompli de la primauté donnée au politique sur le scientifique et le pédagogique, elle se trouvait sollicitée, sinon embriagée, pour des missions qui fondamentalement n'étaient pas les siennes. Bien évidemment, le résultat de ce régime abrasif ou de ce que l'on pourrait considérer aussi, sans risque d'exagération, comme une véritable « violence symbolique »¹⁰ (émanant du système politique et spécialement actionnée en direction de l'institution considérée)¹¹, est cependant visible et perceptible, dans la mesure où il a surtout contribué à confiner celle-ci dans une attitude d'expectative contrite et placide. C'est là, sans doute, l'une des raisons qui permet de comprendre pourquoi, pendant des années, les questions de fond n'ont jamais été abordées de front ni analysées en profondeur et, par consé-

(Suite de la note 8, page précédente.)

une sociologie de la révolution agraire, de la GSE. Il a fallu que le ministère nous rappelle que ceci était le programme du Parti... ». Et de conclure que « l'Université a servi le discours politique ». Voir *Algérie Actualité* n° 1234, 8-14 juin 1989, p. 10.

9. Citant le processus de l'arabisation des sciences, à titre d'exemple illustratif de cette dérive perceptible à un moment donné, M. Haddab écrit « Tout s'est passé, semble-t-il, comme si la recherche universitaire (...) n'avait pas toujours su éviter de succomber à ce que l'on serait tenté d'appeler le chant des sirènes idéologiques qui entourent le phénomène de l'arabisation. (et) souvent, les problématiques à partir desquelles celle-ci est étudiée ne diffèrent pas fondamentalement de celles qui constituent la trame implicite ou explicite des textes de polémique idéologico-politique suscitée par cette question ». Voir « Arabisation de l'enseignement des sciences et mutations dans le champ sociolinguistique en Algérie » in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CREM, Éd. du CNRS, Paris 1985, p. 99. L'auteur déclare en outre que : « la plus grande partie du discours oral ou écrit sur le "problème" de l'arabisation est un discours de combat et d'argumentation et il est bien connu que l'un des procédés de prédilection de la polémique idéologique est la dénégation de ses fins idéologiques et sa prétention à l'objectivité scientifique ».

10. R. Bellil fait cas d'une formulation voisine : celle de « contrainte idéologique ». Voir « la domestication du savoir sur la société » in *Annuaire de l'Afrique du Nord 1985*, CREM, Éd. du CNRS Paris 1986, p. 505-532. En schématisant à l'extrême, il est permis de dire que l'Université fait ainsi l'objet d'un véritable harcèlement politique.

11. Rappelons tout de même la définition qu'en donne Bourdieu : « La violence symbolique est cette forme particulière de contrainte qui ne peut s'exercer qu'avec la complicité active - ce qui ne veut pas dire consciente et volontaire - de ceux qui la subissent et qui ne sont déterminés que dans la mesure où ils se privent de la possibilité d'une liberté fondée sur la prise de conscience. Cette contrainte tacitement consentie s'exerce nécessairement toutes les fois que les structures objectives rencontrent des structures mentales qui leur sont accordées ». Voir *La noblesse d'État* (grandes écoles et esprit de corps), Éd. de Minuit, Paris 1980, p. 12.

« Au lieu que l'Université se constitue en espace autonome, on a tout fait pour qu'elle soit une annexe du système politique ». Voir interview dans *El Moudjahid*, 6-7 mai 1992, p. 3.

quent, n'ont donné lieu qu'à des positions mitigées et fort réservées parce que l'Université n'avait pas alors les coudées assez franches pour procéder à de telles investigations approfondies. Comment le pouvait-elle, sachant le lourd handicap que faisaient peser sur elles les considérations politiques et pseudo-scientifiques ? Ce suivisme méticuleux et pugnace a été tel qu'il a suffi que, à un moment donné, ces thèmes soient moins ressassés et « sarclés » en haut lieu pour que l'on pût remarquer aussitôt un désengagement similaire et quasiment immédiat sur le plan de la recherche universitaire¹². Nul autre corps de disciplines n'a autant pâti que les sciences sociales de cette accointance ou de cet assujettissement exacerbés au politique. En voyant celles-ci, aujourd'hui, exsangues, anémiées et défraîchies, on voit à quel point l'irradiation du politique leur a été fatale. Assujettissement qui, au fil du temps, lui fera perdre le contact direct avec les réalités socio-économiques, culturelles. Instillée à doses variables, homéopathiques, c'est-à-dire fluctuantes en fonction des nécessités du moment, l'influence du discours politique prenait tour à tour des configurations tantôt roboratives, tantôt dissuasives et agissaient le plus souvent comme un bruit de fond ou une sorte d'« allègre hallali », qui orientait et accompagnait inmanquablement le travail exploratoire de la recherche universitaire dans des directions bien déterminées, conduisant bien plus souvent qu'on ne le pense vers de véritables impasses théorico-méthodologiques. On retrouve d'ailleurs, aujourd'hui encore, la trace parfaitement reconnaissable – encore que souvent difficile à cerner avec exactitude – de ces entrelacs sinueux et croisés, avec le thème de l'« identité »¹³ qui, après avoir fait les grandes heures des discours de tribuns, s'offre en fin de compte au bon plaisir de la recherche universitaire. L'on relèvera d'ailleurs ici, au passage, avec quelle dextérité et fine assurance le discours officiel s'empare souvent d'articles terminologiques et esquisses conceptuelles dus, à l'origine, à l'initiative universitaire, pour en faire un usage plus qu'immodéré avant de les renvoyer – lestés de charges idéologiques à l'excès – vers les mêmes circuits périphériques d'où ils avaient été préalablement happés et détournés. Un exemple tout frais : celui de la mondialisation (ou la globalisation) qui est, présentement, sur toutes les langues et conjugué à tous les modes. Il serait d'ailleurs fort intéressant, à ce propos, de répertorier tous les emprunts conceptuels effectués de part et d'autre du *no man's land* délimitant et reliant les deux territoires respectifs¹⁴. D'autre part, il n'est pas du tout sûr que, malgré l'évolution (certes encore relative) du processus démocratique,

12. Dans son ouvrage, *La terre, les frères et l'argent* (OPU, Alger, 1987), C. Chaulet confirme ce point de vue en notant que « ...statutairement liés à l'État et idéologiquement fascinés par lui, ils (les chercheurs algériens en sciences sociales, SPN) ont eu tendance à focaliser leurs travaux sur les points que leur désignaient les choix politiques... », p. 11. Elle ajoute : « Aucune demande n'est formulée à partir d'autres lieux que ceux des appareils d'État » (propos tenus durant le colloque international sur les sciences sociales, organisé du 26 au 28 mai 1984 à la MUNATEC de Canastel, à l'initiative de l'Institut des Sciences Sociales de l'Université d'Oran.

13. On pourrait dire la même chose à propos des thèmes suivants : « la démocratie », les « droits de l'homme ».

14. M. Cherkaoui tient à rappeler cependant que « si les deux concepts (le politique et l'éducatif) sont liés, le sens de l'influence de l'un sur l'autre n'est pas toujours des plus clairs ni des plus aisés à comprendre. Dans les sociétés contemporaines, l'influence du politique sur l'éducatif paraît évidente en raison du contrôle, par l'État ou certains groupes de pression, des ressources financières et humaines, de leur répartition, de l'élaboration des programmes

tique, unanimement constatée depuis octobre 1988, les rets se soient complètement distendus ou que les consciences se soient réellement affranchies et, en même temps, « désengourdies » des effets lancinants générés par les contraintes et les coltinages comptabilisés dans le passé. C'est dire, en d'autres termes, qu'il faudra sans doute encore du temps pour voir l'Université algérienne retrouver enfin ses réflexes primordiaux et se libérer peu à peu de toutes les pesanteurs et les lourdeurs qui entravent, grèvent et gèlent son fonctionnement aujourd'hui. Cependant, il serait puéril d'imputer au seul garrot politique, qui tiendrait enserré comme un corset étroit ce corps d'État qu'est l'Université, la stérilisation de la recherche universitaire et ses moites pérégrinations en l'état actuel des choses. Il y a aussi, peut-être, de la part même des universitaires une exagération amplifiée, surestimée, des attentes et des effets normalement attendus de la part de l'instance organisatrice quant aux suites à donner, dans les faits, à l'énonciation de ses orientations et directives multiformes ; et l'on voit alors, paradoxalement, ces mêmes universitaires s'assigner à eux-mêmes, sans le vouloir ou sans le savoir, des limites ou des frontières plus imperméables et plus rigides encore que celles que suggèrent ou souhaitent d'autres canaux ou d'autres voies. Mais c'est sans doute aussi parce que, bien trop souvent, ceux-ci ont été déboutés dans leurs tentatives répétées, renouvelées, d'être partie prenante dans tout projet de viabilisation de l'Université qu'ils en sont venus – de guerre lasse – à se retrancher derrière ces véritables lignes imaginaires, devenues des sortes de position défensives, et à se dépenser presque exclusivement dans des activités d'enseignement devenues elles-mêmes dans bien des cas, par la force des choses et l'immobilisme ambiant, excessivement routinières. Ce serait, également, une grossière erreur que de croire que l'imposition du politique dans les données de la recherche universitaire est une pratique toute récente, qu'aurait inaugurée, inopinément et de manière tout aussi impromptue, l'après-indépendance seulement. Bien auparavant, l'Université coloniale s'inscrivait déjà, corps et âme, dans ce processus. F. Colonna note d'ailleurs :

« Pour des raisons historiques ce champ intellectuel (celui de l'université d'Alger des années 1900-1950) était stérile, quant aux interrogations qu'il pouvait produire sur la société conquise : il était complètement dominé par le champ politique dont les intérêts ne sont pas à ce moment-là orientés vers une meilleure connaissance de la société conquise mais vers sa réduction »¹⁵.

Cependant, si comparaison il devait nécessairement y avoir, elle n'irait pas plus loin, sachant que la démarche initiée, juste au lendemain de l'indépendance, était expressément fondée sur l'urgence qu'il y avait (du moins le

(Suite de la note 14, page précédente.)

scolaires par des commissions nommées ou élues par le gouvernement ou les organisations professionnelles. Rien n'autorise cependant à affirmer l'existence d'une influence réelle et efficace ». Voir *Sociologie de l'éducation*, PUF « Que sais-je ? », Paris 1989, p. 10.

15. Voir *Savants paysans (éléments d'histoire sociale de l'Algérie rurale)*, OPU, Alger, 1987, p. 129. Cette « orientation » est encore soulignée par les propos de M. Lacheraf : « ...on le sait, avant l'indépendance, la sociologie proprement dite, dans sa forme la plus abâtardie, la plus orientée vers la défense et l'illustration du colonialisme, était presque tout entière assumée par des ethnologues, et, bien sûr, les rares chercheurs algériens que l'analyse des faits sociaux tentait parfois, s'y montraient hostiles, quand ils ne se voyaient pas eux-mêmes éloignés d'une chasse gardée dédiée à la célébration triomphaliste et permanente du système culturel dominant ». Voir *Écrits didactiques*, Éd. ENAP, Alger, 1988, p. 173.

croyait-on !) de situer sans tarder l'institution universitaire dans le sillage des réformes alors envisagées et, additionnellement, l'expurger des influences liées précisément à l'ère coloniale et décrites, en conséquence, comme étant enracinées, emmagasinées, tout à la fois dans ses structures et ses circuits. Il convient d'ailleurs ici, à l'évocation de cette période précise, de se rappeler en mémoire le combat nationaliste – combat politique au premier chef – mené en son temps par le mouvement des étudiants algériens et le haut degré de conscientisation qu'ils surent animer à l'université d'Alger¹⁶, et ce malgré la répression féroce, aveugle, dirigée contre eux par l'administration coloniale¹⁷. Pour courte et brève qu'elle soit, cette allusion au passé nous fournit, dès lors, l'occasion de rappeler avec quelle extrême rapidité et quelle suprême élasticité l'Université est prompte à vibrer de fond en comble dans des moments décisifs, graves, et avec quelle ardeur manifeste elle entend signer, le cas échéant, son engagement moral pour des causes jugées d'une importance absolument vitale. Dans ces moments exceptionnellement graves, de grande intensité et d'accélération subite dans l'avancée de l'histoire sociale, l'Université réagit sur le vif et obéit en fait à une dynamique d'exception. Laquelle a pour effet de rendre non seulement caduques toutes les modalités courantes, c'est-à-dire habituelles ou régulières, régissant son fonctionnement quotidien mais tend en outre à montrer également, dans de pareils cas d'aussi soudaines et violentes déflagrations éruptives, que les atteintes et les contraintes par elles supportées vont bien au-delà de ses limites raisonnables, normales, d'endurance. Aussi n'hésite-t-elle guère souvent, dans de semblables circonstances, à monter résolument au créneau pour faire entendre sa voix et faire voler en éclats toutes les barricades et les scellés destinés à l'emmurer et isoler. Au contraire, il devait très vite s'avérer que l'improvisation autant que le dirigisme en action, générés par une vision idéologique curieusement réductrice, ont facilement pris le dessus sur une vision sereine, méthodique et réfléchie dans la conduite et la réalisation des objectifs déclarés et, entravé, en conséquence, sur le devenir de l'institution

16. Il y a tout lieu de croire que le mouvement de grève de 1956 n'a pas manqué d'être interprété à sa juste mesure par les élites dirigeantes qui devaient présider aux destinées de l'Algérie après son indépendance. L'OPA lancée contre l'Université n'avait pas d'autre but que de maintenir sous bonne garde les intellectuels. En les contrôlant de très près, le pouvoir s'assurait ainsi de leur tenue à l'écart des sphères de décision. En réalité, la marginalisation de l'Université ne s'explique pas uniquement par rapport à l'épisode colonial mais parce qu'elle était perçue comme un réservoir de force critique. Ce qui a fait dire à C. Chaulet : « L'Université a formé quelques intellectuels par hasard ». Voir *Algérie Actualité* n° 1234, 8-14 déc. 1989, p. 10. Dans la même foulée, elle en profite pour définir l'Université comme « un endroit où s'est maintenu un peu de liberté, sans que l'université ne soit une force politique : elle ne peut pas l'être parce que le corps enseignant est hétérogène dans sa formation et sa stratégie, de même pour les étudiants, heureusement du reste : et c'est une conséquence de la démocratisation de l'enseignement. Ce n'est pas l'Université d'une élite qui fonctionne à un projet commun (...). Et puis l'Université n'est pas une conscience morale de la nation. Elle fonde d'abord sa légitimité sur la transmission d'un savoir mais je ne vois pas pourquoi l'université serait prioritaire pour exprimer un projet politique ». *Idem*.

17. La guerre de libération nationale a décimé une partie de l'élite formée par l'Université d'Alger exactement comme « la première guerre mondiale a décimé la jeunesse française et son corps enseignant... ». Voir Minot (J. et al), *op. cit.*, p. 37. Ces points de repère montrent, s'il en est besoin, l'étendue des similitudes et des affinités entre les deux contextes universitaires.

considérée en la délestant de l'efficiencia et de l'entrain indispensables qui auraient dû être les siens.

La fièvre congénitale

En définitive, la prégnance du politique paraît indissociable de la généalogie et de la physionomie générale des systèmes éducatifs et aucun débat s'y rapportant ne saurait éluder et, encore moins, ignorer une telle évidence, même si, par ailleurs, l'on finit assez souvent par admettre que l'exercice d'une telle influence soulève de véritables *imbroglios* méthodologiques quand il s'agit d'en rendre compte dans le détail et de façon plus ou moins circonstanciée. Il est facile de découvrir, du reste, à l'origine de tout système d'éducation et de formation des déterminants de cette nature servant tout à la fois à le spécifier, structurer et régler. Car, logeant précisément au cœur du social, un tel système a pour particularité de faire converger, affluer et se concentrer sur lui la force attractive du politique ; en même temps qu'il en nourrit, consolide et renforce la prégnance ou l'emprise agrégative. D'un autre côté, ce caractère politique au premier chef, d'ailleurs consubstantiel à toute entreprise éducative institutionnalisée et/ou systématisée, paraît incontournable, dès lors que celle-ci se trouve, par définition, inférée et rattachée à un pouvoir établi et, en outre, liée à une organisation collective régie par des institutions, des lois, des statuts¹⁸. Pour toutes ces raisons, il apparaît donc clair que sa finalisation ou sa mise en forme institutionnelle ne se comprennent que par référence au politique et au social, dont elle reste indéfectiblement concomitante ou mitoyenne. Il n'en demeure pas moins vrai, cependant, que, dans certaines formations sociales contemporaines, sans doute pour des raisons liées à l'histoire récente des préoccupations d'unification, d'intégration et d'homogénéisation jugées – à tort ou à raison – plus pressantes, plus impératives même, cette dimension d'intégration et de calibrage idéologiques, paraît receler un caractère particulièrement prééminent, voire un peu trop forcé, au point d'occulter et voiler presque d'autres paramètres non moins influents et dignes de bénéficier du même intérêt accru, inhérents à l'institution précitée, en l'occurrence ses fonctions éducatives proprement dites. Encore faut-il nuancer, dans certains cas précis, une telle assertion, dans la mesure où les pays récemment venus à l'indépendance n'ont pas, loin s'en faut, l'exclusivité de ce genre de pratiques de nivellement et de normalisation. Il suffit, pour cela, d'évoquer le cas d'un pays comme la France où il est connu que la centralisation en matière d'éducation nationale est poussée à son paroxysme et où l'on légifère, en la matière, à tour de bras. Bien sûr, des nuances, d'un contexte à un autre, sont toujours à relever. Mais la nuance de taille tiendrait vraisemblablement à la difficulté que rencontreraient ces derniers (les pays récemment venus à l'indépendance) à garantir un équilibre dynamique, fécond, entre les préoccupations strictement idéologiques (formation d'une conscience nationale, intégration et socialisation politiques...) et celles qui sont strictement éducatives (apprentissage des connais-

18. L. Legrand, *Les politiques de l'éducation*, PUF « Que sais-je ? », Paris, 1988, p. 3.

sances, apprendre comment analyser une situation, apprendre à inventer de nouveaux outils, de nouveaux concepts)¹⁹.

De tous temps et en tous lieux – que ce soit dans la Grèce antique ou l'Égypte pharaonique, en passant par les civilisations anciennes en Chine ou en Inde – éducation et politique²⁰ ont fait le chemin ensemble, parce qu'étroitement solidaires et indéfectiblement imbriquées l'une dans l'autre²¹. D'où vient, alors, que, sous nos latitudes, une telle cohabitation paraisse pour le moins poser problème ? Le problème est certainement que, et pour de multiples raisons, les considérations strictement idéologico-politiques ont constamment pris – de manière abusive – le dessus sur tout le reste, pulvérisant et neutralisant tout contenu susceptible d'offrir aux consciences, aux intelligences vives l'accès à d'autres alternatives, d'autres perspectives²². Or, pour donner le plein d'elle-même et poursuivre sans relâche sa mission de promotion intellectuelle et culturelle, de progrès et de bien-être civilisationnels, l'Université a besoin de se doter d'une ambiance de liberté, de création, d'innovation et d'invention fécondes. Le décalage constaté entre les deux ordres de préoccupations est aujourd'hui tellement patent et tellement saillant que les apprentissages purement cognitifs ne semblent guère bénéficier d'une attention aussi marquée, aussi soutenue, ni même aussi « méthodique » que celle qui est octroyée aux autres visées, c'est-à-dire strite-

19. A. Mahiou rappelle avec justesse que « aucun pays ne peut empêcher le jeu du facteur politique ; explicitement ou implicitement, ce facteur colore la justice (l'enseignement, etc. *spn*) et, d'un pays à l'autre, la différence est plutôt de degré que de nature (...). En vérité, tout le problème consiste à délimiter cette immixtion des données politiques et à veiller sur un minimum d'indépendance...dans l'exercice de (leurs) mission(s) ». Voir *Cours de contentieux administratif*, 2^e édition, OPU, Alger, 1981, p. 70.

20. Le lien entre l'éducation et la politique, s'il vise à organiser la Cité, il ne sert pas dans de telles conditions à manipuler les citoyens mais à leur donner le plein exercice de leurs droits et devoirs.

21. « Le rôle de l'État, écrit Le Than Khoï, dans l'éducation de la jeunesse ne date pas d'aujourd'hui. Il a été prédominant dans toutes les sociétés où l'intérêt de la collectivité l'emporte sur celui de l'individu. C'était le cas de la Perse et de Sparte où dès l'âge de sept ans, les enfants étaient enlevés à leurs familles pour être entraînés sous la direction de l'État aux exercices physiques et militaires et élevés dans ses valeurs morales ». Voir UNESCO (sous la dir. de G. MIALARET), *le droit de l'enfant à l'éducation*, UNESCO, Paris, 1979, p. 177.

22. « Nous sommes un pays à plusieurs handicaps : la dette, l'idéologie, la culture pèsent lourdement. J'ai l'impression, pas seulement l'impression, que nous avançons dans la nuit avec un bandeau sous les yeux. Comment vivre les grands bouleversements ?

...Il ne s'agit pas de durer en tant que système politique, mais en tant que nation, en tant qu'être historique. Notre mission est de recenser les incontournables de l'avenir ». Voir D. Liabes, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans une interview accordée à *Algérie Actualité* n° 1430, 9-15, mars 1993.

Ces propos faisaient suite à un événement inédit : l'installation à la mi-février 1993, par le Président du ICE (directoire politique instauré après la démission du chef de l'État de l'époque) d'une commission d'experts chargée de dresser à la fois un bilan des 30 années d'indépendance et un plan pour l'avenir immédiat : 2015. Écoutons les commentaires suivants : « Pour la première fois, le pouvoir politique reconnaît à la communauté des universitaires (...) une entière autonomie de réflexion et de proposition. Ces experts sont donc en situation de donner le meilleur d'eux-mêmes pour peu (...) qu'ils se débarrassent de l'esprit routinier et soient réellement à la hauteur des attentes de la société et de la nation ». *Idem*. Dans cette interview, l'ancien ministre dira encore : « Faire appel à des experts, c'est d'une certaine manière privilégier les sciences au détriment des arbitrages politiques. Car nous balisons le terrain pour les générations futures ».

ment assimilationnistes /intégratrices et normalisatrices, sinon pseudo-identitaires, du système, dans la mesure où l'Université algérienne paraît, aujourd'hui, avoir encore bien du mal à homologuer sa production d'un poinçon spécifique, culturellement parlant, en ne prenant pas le soin complémentaire de valoriser davantage le développement du sens civique et de l'esprit communautaire. Il est connu, comme brièvement esquissé précédemment, que, dès les origines, les universités se sont trouvées prises, embrouillées, dans des réseaux d'obédiences diverses, variées, et, partant tout à fait perméables à la « politisation ». Celle-ci peut se définir comme l'attention, suivie et intéressée, accordée au déroulement de la compétition politique²³. Serait-ce alors dans la nature de cette institution que de se prévaloir depuis toujours (et pour toujours ?) d'une telle aptitude – mais aussi promptitude – à s'affirmer, ouvertement, comme un creuset irremplaçable où se modèlent/modélisent, s'aiguisent, s'affirment et se mesurent les idées, les opinions et les ambitions ?

La naissance des universités, telle que nous la révèlent les sources historiques, s'est produite à un moment où la gestation et la formation de l'État-nation donnaient tous les signes avant-coureurs de l'imminence du couronnement de son processus de maturation. Autant dire aussi, compte tenu de l'effervescence en cours, qu'elles étaient comme prédestinées à porter doublement le sceau du politique. D'une part, en ayant pris d'emblée part aux querelles sociales d'alors – et elles furent prolifiques – ; d'autre part, en ayant très vite attiré sur elle l'attention du pouvoir séculier triomphant. Ce dernier, d'ailleurs, ayant tôt fait de comprendre l'utilité qu'il y avait à les tenir bien en main pour freiner leurs erratiques et fiévreuses impulsions de militantisme, ne s'encombra point de formalités pour arriver à ses fins. Il faut cependant remarquer que les conflits sociaux, signalés précisément au cours de cette période mouvementée, sont d'abord la conséquence de la croissance démesurée du rôle de l'État²⁴ dans sa déhiscence prométhéenne. Prises de bonne heure dans le tourbillon de ces conflits, le contrôle des universités par l'État prenait valeur de symbole pour l'affirmation et la consolidation de son autorité. Le bras de fer opposant le pouvoir religieux au pouvoir séculier n'avait pas d'autre sens et ne visait pas d'autre issue que celle d'occuper, sans tarder, tous les espaces stratégiques à l'intérieur de la société. Et les universités, de par les velléités ou les virtualités révolutionnaires qu'elles n'avaient pas manqué de manifester précocement et dont elles semblaient se prévaloir ostensiblement, faisaient naturellement partie de ces espaces à investir et contrôler coûte que coûte, parce qu'elles sont d'abord des lieux de production et de diffusion d'idées à large échelle²⁵. Enfin, autre détail d'importance non négligeable, sitôt mises en place, les

23. D. Gaxie *le sens caché*. Éd. du Seuil, Paris 1978, p.46.

24. Selon Driss Djazairi, « l'État algérien moderne a été constitué le 27 novembre 1832, lors de la moubaya'a sous l'arbre de dardara. Cette moubaya'a s'est répétée par la suite sur l'ensemble du territoire national, et cette répétition était un message fort de l'Emir comme quoi il était mandaté par l'ensemble des populations du pays ». Voir *El Watan*, 23 juin 1999, p. 13.

Il ajoute que la notion de nationalité s'est développée au XIX^e siècle et que « c'est dans ce contexte de développement du concept d'État-nation que l'Emir a voulu constituer un État-nation ». *Idem*.

25. « Napoléon créateur de l'Université moderne voyait en elle un « moyen de diriger les opinions politiques et morales ». Voir P. Thuillier. *Op. cit.*, p. 14.

universités n'eurent cure de faire valoir leur insatiable goût de liberté, leur suprême aptitude au « libertinage »²⁶ idéologique, prenant ainsi à contre-pied et de façon souvent inattendue, les schémas tout tracés que leurs géniteurs ecclésiastiques ou autres, c'est-à-dire séculiers, avaient érigés - en toute bonne foi ou avec quelques soupçons de froid machiavélisme - en guise de programme d'action à leur intention. Nées, en définitive, dans une période mouvementée, grosse d'effervescence et d'agitation, les universités garderont toujours la nostalgie de cette empreinte originelle et manifesteront périodiquement, de façon quasi-cyclique, leur imprescriptible affiliation à une aussi particulière et exceptionnelle fécondation.

Antagonismes suractivés ou la politisation perçue comme écart et dérive

Pendant des années, le discours politique tutélaire fut dominant et exerçait une présence constante, presque sans failles, dans les moindres replis de la société. Et cette dominance était en même temps si puissante et si pesante qu'elle atteignait des proportions telles qu'on ne pouvait pratiquement accéder à aucune problématique sans être acculé, astreint, à faire le détour obligé par ce « carrefour » qui, non seulement servait de filtre réducteur à toute proposition de recherche aux visées inhabituelles et/ou audacieuses mais aussi de système de concassage, destiné à pulvériser et « dégrossir » la moindre idée, la moindre thèse qui viendrait à se profiler à l'intérieur de l'espace universitaire, garantissant ainsi une sorte de calibrage méthodologique - mais aussi idéologique -²⁷. C'est la raison pour laquelle, il est permis de croire qu'il y a eu quadrillage de l'espace universitaire, lequel, réglémenté par toutes sortes de sens interdits, en est venu progressivement à fonder sa démarche sur un « réalisme » de bon aloi, plus ou moins conformes aux *desiderata* de qui de droit. Comme conséquence directe de ce quadrillage, il suffit de rappeler cette méfiance quasi-maladive qui habitait le corps enseignant et faisait que beaucoup d'entre eux n'osaient même pas dévoiler en public, dans des manifestations pourtant proprement scientifiques, le fond de leurs pensées sur des questions jugées, à tort ou à raison, comme frappées du sceau de l'interdit (au sens politique du terme). Le balisage normatif, dont nous avons parlé tout au début, a souvent pris des allures si restrictives et si tatillonnes qu'il a abouti, en fin de compte, à faire de l'Université une sorte d'institution chargée de dispenser une formation-parking, ne suscitant chez ses destinataires que l'unique et seul souci de « décrocher » un diplôme et de se « caser » quelque part, de se « ranger » une bonne fois pour toutes, certes au terme d'un périple à bien des égards comparable au parcours du combattant, sans chercher à contribuer, d'une façon ou d'une autre, à l'essor culturel

26. Il faut entendre par là une disposition très marquée à « circuler » d'un courant idéologique à un autre, souvent d'ailleurs sans exclusive.

27. Il semblerait qu'il est arrivé que des sujets de mémoires de magistère aient été refusés parce que jugés, à tort ou à raison, subversifs. Mais là encore, des précédents analogues sont également signalés dans d'autres contextes (France et Suisse notamment).

et civilisationnel de leur société d'appartenance²⁸. Cela dit, il est peut-être dans le réflexe naturel de tout État de chercher à voir se réfléchir à l'intérieur de l'institution universitaire tout particulièrement, en tant que pépinière de formation des cadres dont il a besoin, l'image concrète de ses grandes options et de ses choix idéologiques. N'est-il pas, « définitionnellement »* parlant, le dépositaire de tous les centres de décision qui influencent l'orientation de l'ensemble du système scolaire ? N'a-t-il pas, en principe du moins, vocation à rassembler et unifier ? Enfin, il ne faut pas oublier que, dans la plupart des pays, la conception générale de l'enseignement supérieur est celle d'un service public. Autrement dit, c'est à l'État qu'incombent les tâches de financement, d'organisation, d'orientation, d'habilitation et de validation des programmes d'études et de recherche. Auquel cas, il est loisible de comprendre qu'il lui faille placer en permanence des dispositifs de « curetage » et de « curarisation » de l'énergie contenue dans celle-ci (gestion des tensions)²⁹.

Mais, en contrepartie, il ne faudrait pas non plus perdre de vue que l'accentuation excessive de ces préoccupations conformistes seules peut, dans certains cas, tenir enchaînée l'Université dans une position d'attentisme, de repli, la privant ainsi d'une spontanéité et d'un entrain bénéfiques non seulement pour elle-même mais aussi pour la collectivité en général. Ce faisant, on ne saurait ignorer non plus combien la notion même de liberté académique est elle-même une notion malléable et corvéable à merci, susceptible de toutes les restrictions comme de toutes les extensions possibles. Selon les contextes, les conjonctures ou selon les régimes. De même en est-il de la notion d'engagement, également passible de toutes les « pirouettes » et accommodations rhétoriques, selon l'usage que chacun, de part et d'autre de la ligne de démarcation Centre-Périphérie, veut bien faire. Au-delà de ces constatations, et jusqu'à preuve du contraire, c'est surtout dans la presse nationale³⁰ et sous la plume de journalistes professionnels que l'on trouve les

28. Ces attitudes sont couramment rapportées par la presse nationale. Beaucoup donc n'ont qu'une idée en tête : soit gagner l'étranger pour s'y installer, soit la perspective de se « ranger » quelque part en attendant des jours meilleurs. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il est des gestionnaires qui pensent que « l'université algérienne ne donne pas au jeune diplômé la conscience politique qui seule pourrait lui faire consentir les sacrifices exigés par le développement du pays ». Voir Déclaration de M. Mazouni, directeur du projet de la raffinerie d'Arzew in *Le Monde*, 2/8/1970.

* Nous reprenons ici une expression dont la paternité revient à R. Barthes, connu pour son esthétique langagière.

29. « L'objectif de la socialisation n'est pas nécessairement de développer la conformité ou le conformisme, contrairement à l'interprétation que des sociologues risquent parfois de donner. La socialisation a plutôt comme but de provoquer, d'entretenir et au besoin de canaliser la tension sous-jacente à la motivation qu'exige tout système d'action pour fonctionner et pour être efficace. Selon la société et selon les personnes, la motivation peut aller davantage dans le sens de la conformité, ou davantage dans l'autre, il s'agit d'entretenir et d'amplifier un réservoir de motivation susceptible d'engager à l'action dans une direction ou dans une autre ». Voir Belanger (Pierre W. et G. Rocher), in *Éléments d'une sociologie de l'éducation*, HMH Canada 1970, p. 11.

* Par professionnalisation des études universitaires, il faut entendre « toutes les initiatives prises pour briser l'approche disciplinaire et instaurer une approche plus fonctionnelle dans la définition des programmes d'études ».

30. En vérité, c'est tout le système éducatif qui est régulièrement l'objet de tels tirs nourris. En voici un exemple : « ...le secteur de l'éducation brille par son immobilisme et ignore superbement toutes les transformations qui se déroulent chez nous et de par le monde. Nos

accusations les plus tranchées et les plus prononcées à l'égard de ces faux-pas de l'Université³¹, qui sont autant d'avertissements pour attirer l'attention sur les conséquences d'une telle dérive, de plus en plus accentuée, vers le politique. C'est que ceux-ci (les faux-pas ou les impairs), accumulés au cours de toutes ces dernières années, sont considérés par beaucoup d'observateurs comme d'une rare gravité. Faudrait-il en conclure pour autant que le fait même d'être aujourd'hui l'objet de tant d'interpellations et de sollicitations est à interpréter comme étant déjà en soi un bon signe, prouvant, s'il en est besoin, que les uns et les autres restent, malgré tous les aléas et les ramonages qu'elle a subis dans le passé et subit présentement, encore attentifs à son autorité morale et voudraient lui voir ré-endosser sans tarder la noble mission de production et d'émergence d'une société du savoir ; en pariant plus que

(Suite de la note 30, page précédente.)

établissements scolaires se distinguent malheureusement plus par leur archaïsme que par l'innovation dans les méthodes pédagogiques ou le contenu des programmes ou encore l'ouverture sur le monde qui bouge. Ne doit-on pas être surpris quand on apprend que les châtimens corporels sont encore en vigueur et pratiqués par des enseignants convaincus que c'est le moyen efficace pour diffuser le savoir ? Ou encore de découvrir que dans certains manuels de lecture on trouve des textes qui encouragent la délation et qui font très peu cas des libertés individuelles constitutionnelles. L'inquiétude est encore plus grande quand on se rend compte des contre-performances de l'appareil scolaire. Et pour couronner le tout, la politique prend en otage l'école, les élèves et toute la communauté et renforce encore davantage l'immobilisme et l'esprit rétrograde.

Certes, il faut se rendre à l'évidence que, quand bien même on prendrait conscience des dégâts occasionnés par près de trente années de pratiques populistes qui consistaient plus à flatter notre ego collectif et que l'on s'attelle enfin à faire changer les choses, les résultats ne seraient palpables qu'au bout d'un certain nombre d'années. Mais cela ne devrait pas nous empêcher de commencer à transformer cet état de fait, si l'on ne veut pas être relégués au rang de nation illettrée ». Voir *El Watan*, 17 novembre 1992, p. 1. En voici un autre aussi tranchant et aussi net : « Après vingt-neuf ans de scolarité gratuite et obligatoire, de budgets faramineux alloués à l'Éducation, l'Algérie se retrouve avec sept millions d'analphabètes sur les bras. Près du tiers, donc, de cette population à qui l'on a promis, la main sur le cœur, dans l'allégresse des grands défis, de la libérer des chaînes de l'obscurantisme auquel l'a scellée une implacable colonisation, se surprend, en se frottant les yeux, à patauger encore dans cette ignorance qui est l'aubaine des marchands d'illusion et des revendeurs de paradis. À lui seul, ce chiffre, assassin, témoigne d'un bilan pour le moins calamiteux, qui a de quoi ternir les intonations d'autosatisfaction qui galvanisent les discours officiels, invariablement suffisants qui, des années durant, et à intervalles réguliers, ont usé des plus grosses manchettes pour persuader une opinion, à raison dubitative, qu'en matière d'éducation, l'Algérie a accompli des miracles ». Voir *L'Hebdo libéré*, n° 26, p. 7.

31. Le passage ci-après donne un avant-goût des rancœurs et animosités accumulées à l'endroit de l'Université jugée trop impliquée politiquement et assez peu scientifiquement : « Le premier responsable de cet analphabétisme de retour est, sans conteste, l'Université qui se retrouve à la remorque du charlatanisme partisan, au lieu de le combattre avec la dernière énergie. Des docteurs en droit, en philosophie, en médecine et même en mathématiques se prêtent à l'infâme jeu de l'affirmation non fondée, non argumentée et non expérimentée et n'hésitent pas à faire passer leurs appartenances partisans au-dessus de leurs connaissances scientifiques. D'autres chercheurs, qui pourraient dénoncer de pareilles bassesses, se taisent de peur de passer pour anti-démocrates ou, pire encore, pour des athées. Faut-il chercher la cause de ces fourvoiemens intellectuels dans le poids de 26 ans de dictature, dans le choc traumatique d'octobre ou dans une simple lassitude civilisationnelle portecuse de tous les dangers ». Voir *Algérie Actualité*, n° 1280, 26 avril-2 mai 1990, p. 22. Pour profondément excessives ou partiales, sinon partisans, que puissent être ces positions, elles n'en montrent pas moins la difficile situation du système éducatif dans son ensemble face à des demandes souvent formulées et notifiées comme des mises en demeure de toutes parts.

jamais sur l'intelligence, l'inventivité, le savoir-faire, l'esprit d'entreprise, qui caractérisent les nations entreprenantes ? Mais à vrai dire, il n'en demeure pas moins que, parallèlement à ses tâches fondamentalement éducatives, l'Université doit aussi constituer un espace de liberté et de tolérance ; une sorte de microcosme fécond pour un débat d'idées permanent et polyvalent, se prévalant de ces qualités essentielles ordonnées à l'enseignement supérieur : le haut niveau scientifique, la liberté de pensée et d'expression, l'esprit de tolérance et de concorde, le respect des idées et des personnes. En favorisant la libre expression et la (saine) confrontation des idées, l'Université est souvent aussi perçue comme le seul lieu d'émergence d'une société civile ; notamment dans les contextes où le multipartisme n'est pas reconnu et ne revêt qu'un caractère factice ou postiche. Il est d'ailleurs admis que, dans ces contextes justement, c'est l'absence de liberté dans la société qui fait que la politique prend pied et s'installe dans l'Université, s'y enracine obstinément, durablement, et en fait précisément le lieu attiré d'émergence d'une conscience politique aiguisée. Face à cette dérive de plus en plus prononcée vers l'ancre du politique, il n'est guère surprenant de voir aujourd'hui, ici ou là, certains se demander s'il ne vaudrait pas mieux « dépolitiser » l'Université pour voir celle-ci mieux se recentrer autour d'objectifs plus ciblés sur la production de compétences objectives, plus en rapport avec les enjeux scientifiques et technologiques qui se dessinent à l'orée du vingt-et-unième siècle. Car, estiment-ils, en s'impliquant de plus belle, et de plus en plus ouvertement, dans le jeu politique – voire politicien – comme tout porte à le croire depuis l'émergence du multipartisme, ne risque-t-elle pas de délaisser encore davantage sa vocation académique expressément fondée sur l'usage de la raison et de l'objectivité scientifiques ? Une telle perspective laisse en fait suggérer, subsidiairement, l'idée d'une « professionnalisation »³² de l'Université, c'est-à-dire celle visant à l'assigner à la formation exclusive de compétences techniques à la carte, suivant les demandes émanant des divers secteurs utilisateurs. La première remarque risque de paraître incongrue, dans la mesure où il n'est ni facile ni aisé d'évacuer complètement le politique. Et affirmer le contraire, c'est déjà en faire et c'est introduire encore soit du politique, soit de l'idéologique ou les deux à la fois.³³ Il va de soi que l'Université ne saurait être considérée comme un système isolé et complètement à part.

« Non seulement, elle dépend du reste de la société quant à ses moyens, mais elle ne peut être tolérée comme institution que dans la mesure où elle rend un service réel à la société. D'autre part, les valeurs auxquelles ses membres sont sensibilisées dépendent évidemment du contexte de valeurs de la société globale ».³⁴

32. « La substitution d'une attente d'ordre social à la demande intellectuelle traditionnelle a de grandes conséquences : elle contraint les Universités, sous la pression conjointe des étudiants et de leurs familles, des employeurs, des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds, à faire une place croissante aux filières pratiques : les universités sont ainsi l'objet d'un processus de professionnalisation qui les rapproche des écoles ». Voir *Encyclopaedia Universalis*, vol. 18, « Universités ».

33. « Considérer l'Université comme un espace où ne devrait se produire que le discours scientifique, c'est la considérer comme un espace clos, fermé aux influences de l'environnement ». Voir *Algérie Actualité*, n° 1179, 19-25 mai 1988, p. 21.

34. Voir *L'Université de demain*, Éd. Desclée-Brouwer, Bruxelles.

La seconde tout autant puisqu'elle irait, au bout du compte, dans le sens de scénarios probablement envisagés, voire déjà confectionnés et prêts à l'emploi, par nombre d'états-majors politiques et destinés précisément à engranger et remiser l'Université dans une fonction purement techniciste, voire technocratique, c'est-à-dire complètement myope ou insensible aux arrière-fonds et connotations socio-historiques, politiques ou philosophiques des prises de décision de quelque nature qu'elles puissent être (économiques, culturelles, sociales...). Auquel cas, son état de santé ne vaudrait guère mieux que celui qui est enregistré actuellement.

En tous les cas, et quels que puissent être par ailleurs les perspectives envisagées, l'Université, nous tenons à le répéter, a intérêt à ne pas perdre de vue l'importance de ses prérogatives éducatives et scientifiques dans une société qui, déjà bien mal en point par toutes sortes de coups de boutoir et touchée au plus profond d'elle-même, donne aujourd'hui tous les signes d'un dérèglement généralisé de ses mécanismes et de ses ressorts. Il est d'ailleurs assez curieux de noter, encore une fois, que c'est le discours politique autorisé qui s'initie et s'ingénie à faire avaliser l'option de sa mise hors champ du politique³⁵. Que faudrait-il en conclure ? La réponse la plus probable est qu'il semble avoir pris la mesure des nouveaux rapports de force en action dans la formation sociale actuelle, tiré les leçons appropriées des retombées d'après octobre 88 et qu'il s'efforce, en conséquence, de préserver la stabilité de l'espace universitaire en veillant, dès à présent, à ce qu'il ne subisse pas trop des tiraillements inévitables, liés au remodelage de la carte politique et à l'implacable compétition qui ne manquera pas de s'instaurer nécessairement entre les forces en présence³⁶, dont on peut d'ailleurs repérer chez certaines des signes confirmés de radicalisation. Cela dit, même en admettant qu'un tel vœu de démarcation puisse être réellement exaucé, ce qui n'est pas du tout évident, il est facile de déceler là encore les *a priori* politiques que recèlerait, dans son fond et dans sa forme, une telle option ; laquelle, de surcroît, indique en tout cas que c'est toujours le politique qui préside aux destinées de l'Université, supervise les orientations qui lui sont assignées, y compris celles qui visent - paradoxalement - à la placer hors de portée de son influence. Seulement, la crainte est de voir surgir, s'ériger, de nouveaux sens

35. Un paradoxe troublant spécifie la trajectoire de l'Université, dans nombre de pays : elle est reconnue comme institution politique quand elle adopte le profil bas et suit docilement les orientations prescrites ; mais cet attribut lui est dé-conféré *illico presto* dès qu'elle s'écarte de ces orientations ou qu'elle les remet en cause. Pourtant, chacun sait que l'Université n'est pas habitée par des forces ignifugées mais délimite un champ social lui aussi traversé par des courants pluriels, contradictoires, dont l'intensité atteint par moments des seuils extrêmes.

En outre, il y a lieu de tenir compte de cette impression perpétuelle de duperie que l'État éprouve à l'égard de l'Université.

36. Dans une interview accordée au journal *El-Moudjabid* (6-7 mars 1993, p. 2-3), D. Liabes, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, déclarait sans ambiguïté : « En réalité, l'Université a été prise en otage par des contre-pouvoirs. La mission principale qui était de celle de produire l'élite a été automatiquement déviée. On était plus intéressé à faire une carrière dans le parti qu'à briller par sa position intellectuelle. L'appartenance au parti a commencé de prendre progressivement le pas sur l'excellence et sur le mérite individuel... », p. 3. Ce constat est on ne peut plus clair et jette une lumière crue sur des pratiques antinomiques avec la vocation de l'Université. Dans d'autres lieux, les universitaires ne déclinent pas non plus l'attrait vers le monde politique, mais sans que cela leur fasse oublier leurs obligations pédagogiques.

interdits, de nouveaux espaces contrôlés, qui viendraient à se surajouter ou se substituer à ceux qui prévalaient auparavant. La crainte est aussi de voir les effets de propagande s'amplifier avec plus de force qu'auparavant, parce que démultipliée et agissant de concert dans un inextricable charivari. D'ailleurs, n'est-on pas en train d'assister à un retour progressif et méthodique des mêmes parades verbales et des mêmes formules comminatoires qui servaient, hier, à alimenter l'inépuisable et intarissable faconde de la langue dite de bois ? Toutefois, si l'on en juge par ces mises en demeure réitérées, il ne s'agirait pas véritablement d'expurger toute trace, toute empreinte du politique de l'Université, mais plutôt de rectifier l'ordre des priorités : l'éducatif et le scientifique d'abord, le reste après. Mais la hâte soudaine avec laquelle sont dictées ces nouvelles mesures - ces nouvelles normes - pourrait aussi donner à penser à certains qu'elles ne sont pas totalement dénuées de calculs politiques, dans la mesure où elles donnent l'impression d'avoir été spécialement et diligemment « concoctées » pour barrer tout simplement l'accès de l'Université aux autres acteurs/condottières⁵⁷ émergeant sur l'échiquier politique. Quoi qu'il en soit, cela revient encore une fois à dire que l'université a intérêt à ne pas perdre de vue que sa mission fondamentale s'articule d'abord autour de la transmission des connaissances et la réévaluation périodique du statut du savoir dans la société, pour faire avancer ceux-ci dans le sens du progrès et du changement. D'où l'interrogation suivante : l'Université n'a-t-elle pas justement des obligations fermes envers la société et n'est-elle pas tenue de fournir à celle-ci des prestations sous forme d'actions plus pragmatiques, plus tangibles, que ce qu'elle a fait jusqu'à présent telles que : lutte contre le sous-développement sous toutes ses formes, l'évaluation méthodique des plans de développement (communaux, régionaux, nationaux, internationaux), rationalisation des choix budgétaires - notamment à son propre niveau - et de la gestion des ressources matérielles et humaines, les prestations de services pour le compte de secteurs externes, la promotion sociale et culturelle, la recherche d'une flexibilité plus grande lui permettant une remise à jour continue et progressive de ses potentialités et de ses compétences, qui ne doivent pas rester figées mais être dynamiques et/ou dynamogènes, le service d'observatoire de la collectivité pour mieux prévoir ses évolutions et pouvoir répondre à ses besoins actuels et futurs, la production de savoir, la diffusion d'idées nouvelles, consolidation et le raffermissement du potentiel scientifique et technique national... ? Mais, dans la pratique, comme chacun peut certainement le constater à loisir, l'Université n'a sûrement pas que cela à faire. Son terrain d'exercice en fait manifestement aussi le lieu privilégié, à l'intérieur duquel s'éclaboussent, s'expriment, se condensent et se cristallisent les contradictions du système socio-politique global. Si elle reste considérée comme un lieu central de conflits, c'est qu'elle-même est aussi, aux yeux de tous les acteurs engagés dans la spirale de ces compétitions exacerbées, un enjeu politique de taille, un « espace » à

37. Dans le domaine précis de la politique où tous les acteurs ne sont pas forcément préparés à jouer pleinement les rôles attachés à cette fonction, il est observé chez certains - malheureusement parvenus à se placer sur la scène politique et dotés en conséquence de quelques parcelles de pouvoir - un zèle exagéré, incontrôlé même. Beaucoup, perdant leur sang-froid pour une raison ou un autre, en viennent par exemple à dégainer pour moins que rien. C'est dans ce sens que nous employons, à dessein, le terme d'acteurs-condottières.

conquérir, une zone d'influence à accaparer et investir aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur. Bourdieu parle à ce propos, dans son ouvrage *Homo academicus*, de « toutes les formes de contestation des hiérarchies culturelles dont la révolte des étudiants et des enseignants subalternes contre l'institution scolaire représente sans doute la forme archétypale »³⁸. D'autre part, si les conflits de personnes n'imprègnent souvent de leurs effets qu'une aire locale parfaitement délimitée, il en va tout autrement des conflits syndicalo-politiques qui, en un laps de temps très court, peuvent induire des ramifications en boule de neige, trans-régionales ou autres. Il peut arriver aussi que des interférences inattendues fassent s'enrouler et se mélanger inextricablement les deux formes précitées. Ce sont alors de véritables cumulo-nimbus qui s'amoncellent et qui, débordant inévitablement sur le terrain politique, y provoquent des perturbations et des turbulences d'une portée souvent extrême. Tout cela montre en fait que l'université subit l'imposition du politique dans une double et permanente perspective, équivalant à un double effet de cisaillement, opérant directement sur ses capacités endogènes : d'abord, celle qui émane directement de l'instance organisatrice qui, de toute évidence, ne se dessaisira pas de ses prérogatives de régulation et d'orientation, voire de *containment* ; ensuite, celle qui relève accessoirement des divers acteurs y agissant et interagissant, représentés par des attitudes, des demandes ou des revendications contradictoires, formulées et notifiées spécialement en des formes et des styles conçus en conséquence pour être perçus et captés par la hiérarchie officiante. Car, il est bien évidemment clair aussi que, si l'Université est sommée de s'adapter à la dynamique profonde de la société et tenue de resserrer ses liens avec elle, cette adaptation ne saurait être qu'intégrale, c'est-à-dire reflétant nécessairement les tensions, les antagonismes, y compris de nature proprement politique, qui « travaillent » cette société de l'intérieur comme de l'extérieur. À cet égard, la sur-politisation qui caractérise actuellement la vie nationale, avec en arrière-fond un climat ambiant (politique, économique, social) survolté, ne peut que trouver un prolongement normal au sein même de l'Université qui, non seulement porte la marque de la société à laquelle elle est rattachée mais, de surcroît, sert souvent comme révélateur du malaise endémique à l'échelle sociale. En tout état de cause, la pression idéologique, qui s'est toujours exercée sur elle et qui ne fait que se diversifier dans l'incohérence et la surenchère, risque de la marginaliser davantage encore celle-ci et de lui faire perdre un peu plus son rôle social et culturel. C'est pourquoi il y a lieu de se demander si elle n'a pas tout intérêt à développer ses programmes de recherche et à se préoccuper davantage de prendre la société comme objet d'étude et d'investigation, dans une approche scientifique pluridisciplinaire, pour être, dans ces conditions, au-dessus de la mêlée³⁹ et être ainsi à même de connaître, et analyser, en profondeur ses clivages, en démontant et décryptant les arrière-fonds des divers courants idéologiques qui la traversent ?

38. Voir Page de garde.

39. Une telle assertion est cependant à relativiser un peu dans la mesure où, comme l'affirme A. Touraine, « l'organisation de la recherche n'échappe pas aux conflits sociaux et politiques (...). Les savants ne sont pas au-dessus de la mêlée sociale et politique ; en même temps, leur idéologie ne se réduit pas à l'idéologie des acteurs qui s'affrontent ». Voir *Production de la société*, Éd. du Seuil, Paris 1973, p. 100-101.

Résumons-nous : Il n'est question ici ni de désengagement ni de démarcation par rapport aux problèmes de l'heure, y compris ceux de nature proprement politique – (imaginer le contraire serait croire que l'Universitaire n'est pas un citoyen comme les autres et qu'il vit dans une temporalité réservée à lui seul, qui le placerait hors de portée des convulsions frappant sa société d'appartenance) — ; mais bien plutôt d'un patient et méthodique travail d'analyse et d'investigations scientifiques, dont la finalité première serait de comprendre les causes profondes des processus multiformes qui conditionnent le mouvement global de celle-ci et ses transformations en positif et en négatif. Cela signifie qu'elle est tenue de faire connaître son analyse des situations qui interpellent la société dans son ensemble, avec le recul, l'objectivité, la lucidité et la clairvoyance que commandent à la fois son éthique et ses missions de connaissance et de progrès. Mais cela signifie aussi que l'Université ne doit pas se dispenser de se soumettre elle-même au crible de la critique et s'interroger avec la même rigueur et la même abnégation, sur les rapports qu'elle entretient avec la société, sur les méthodes de travail qui sont les siennes, sur ses apports dans l'enrichissement du capital culturel national, etc. Autrement dit, par-delà les antagonismes ou les activismes inévitables qui y prévalent et dont il serait absurde de préconiser la négation ou l'éradication totales, par-delà aussi les « couleurs » emblématiques par ci ou par là, chez telle ou telle corporation, l'Université se doit de privilégier au plus haut point ses compétences intellectuelles et ses ressources méthodologiques conçues en termes d'instruments d'analyses opératoires et d'investigations les plus diversifiées pour être toujours à pied d'œuvre dans son effort permanent d'action et de connaissance en direction de son environnement global. Elle doit donc, sans relâche, poursuivre les travaux scientifiques dont l'élaboration, la généralisation et la diffusion constituent ses objectifs permanents et sa raison d'être. Peut-être alors sera-t-elle véritablement, « le lieu où se poursuit sans contraintes l'expérience de la raison »⁴⁰, c'est-à-dire avant tout un lieu privilégié de réflexion⁴¹ et de production intellectuelles, à l'abri des zizanies et des extrêmes partisans, d'où qu'ils proviennent, à l'abri aussi des dépassements, des dérapages, des intempérances et des excès de toutes sortes. En définitive, il va de soi que celle-ci ne pourra donner une efficacité plus grande à ses fonctions éducatives et/ou formatrices que si elle prend une certaine distance par rapport à ces tirs croisés d'influences concentrées* (du centre vers la périphérie et réciproquement)

40. « Il serait intellectuellement malhonnête d'ignorer que le choix d'un contenu de programme (et *a fortiori* la définition d'un curricula... etc.) n'est pas un problème socialement neutre, dont la solution ne dépend que de l'état de la science, des données de la psychologie et des techniques statistiques de la docimologie. C'est dire en définitive que les pédagogiques, non seulement "débouchent sur" des problèmes politiques et sociaux (mais) que, pris à une certaine échelle et à un certain degré de profondeur, ils sont tous des problèmes politiques. La pédagogie est un art de la Cité ». Voir *Encyclopaedia Universalis* vol. 21, p. 731.

* Au sens propre et au sens figuré !

41. Dans sa préface à l'ouvrage collectif *l'Algérie et la modernité* (sous la dir. de A. El Kenz), le Secrétaire général du CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche Économique et Sociale en Afrique), Thandika Mkandaurise déclare : « L'un des traits les plus frappants de ces études c'est l'exactitude avec laquelle elles ont pressenti les multiples dimensions qu'allait prendre les problèmes que « le modèle algérien de développement avait créés ». Voir *Algérie Actualité*, n° 1290, 5-11 juillet 1990, p. 37.

et préserve, en conséquence, une certaine marge de manœuvre pour s'atteler à atteindre de plus éminents objectifs dans l'ordre du savoir, du savoir-faire et, corrélativement, du savoir-être et du savoir-devenir. Car c'est en développant et faisant fructifier d'aussi nobles visées que l'Université pourra affirmer sa primauté et sa force de rayonnement, dans un contexte sociologique où les tentations obscurantistes ainsi que les analphabétismes culturel et technologique, ne se conjuguent pas encore au passé. Peut-être alors verrions-nous enfin, dans l'éventualité de ce rééquilibrage tant espéré au profit des impératifs didactiques, le prélude à un essor véritable de l'Université algérienne, avec l'éclosion de grandes écoles de pensée et la mise en œuvre d'une saine compétition à l'échelle de l'ensemble du dispositif national d'enseignement supérieur, pour inscrire à son actif des percées méritoires dans le champ de la pensée universelle. D'une certaine façon, cela revient à dire aussi - compte tenu entre autres des enjeux et des innombrables implications que la guerre du Golfe a permis de dévoiler et mettre en évidence - que, aujourd'hui plus que jamais, l'institution universitaire, dans des pays comme le nôtre, se doit de redoubler d'effort et d'efficacité, d'initiatives innovantes et performantes, pour affirmer sans cesse sa vocation au progrès des idées et de la science. Or, sans rien exagérer et malgré les vents contraires qui ont sans cesse jalonné son parcours, il paraît indéniable que l'université algérienne dispose de réelles potentialités, qui ne demandent qu'à être exploitées judicieusement, rationnellement et efficacement. À cet égard, elle doit sortir de la mouvance du cercle politique et prendre son essor en se donnant surtout les moyens de ses ambitions futures. Son rôle n'en sera pas moins politique pour autant, puisqu'elle restera toujours cette institution imposante placée au haut de la hiérarchie du système scolaire, avec tout ce que cela suppose de responsabilités et d'attributs distinctifs, mais certainement pas aussi statique ou casanier ni « ringard » qu'il fut auparavant.